Il est emblématique qu'une des ultimes constructions qui se soit faite dans la Jungle de Calais en ait été le beffroi.

La veille de la démolition, en construisant une fière petite tour de bois sur la butte qui dominait la Jungle en son milieu, les étudiants du « Studio for Immediate Space » ont entraîné avec eux les exilés pour achever le symbole qu'il manquait au bidonville le plus grand d'Europe. Surplombé de grands bannières colorées flottant au vent, avec à son fronton la devise « I love Humanity », le beffroi multicolore faisait du lieu un emblème de paix, de rassemblement et d'union entre les peuples : Ateliers d'écriture et de dessin, cuisine collective, musique et danse, atelier de cerf volants et d'éléments de mobilier tressés – les cultures Soudanaises et Érythréennes, Européennes, Afghanes s'y seront mélangées jusqu'au bout dans une fête joyeuse.

Peut-être fallait-il ce moment pour que la Jungle soit enfin reconnue pour plus qu'un simple bidonville mais pour ce qu'elle a été - un lieu qui a dessiné tout autant l'espoir que le désespoir, le rejet que la solidarité, l'exclusion que l'entraide entre tous.

C'est bien une ville qui a été détruite, la plus internationale du Pas-de-Calais, forte de 10.000 habitants qui n'étaient pas tous en transit vers l'Angleterre, et qui pour tous y avaient trouvé ce qui n'existait pas ailleurs : du lien social, de l'entraide, de l'accueil, une petite activité économique. La Jungle de la Calais, c'était la ville de ceux qui n'avaient plus rien que leur espoir. Elle aura eu ses lieux de culte, son théâtre, ses écoles, ses restaurants, ses magasins et ses hôtels, ses lieux de fête et même son « parlement des exilés »…. Les bâtiments qui y ont été construits étaient plus que des choses informelles mais avaient une architecture qui était pensée et qui pouvait en remontrer à nombre de bâtiments plus classiques en termes d'écologie, de gestion de l'énergie et de recyclage des matériaux. Plus encore, la Jungle parvenait à résoudre des questions urbaines que nombres d'édiles semblent vouloir espérer sans succès pour leurs quartiers que ce soit en termes d'appropriation, de voisinage et d'échange entre habitants. Il ne s'agit pas de dire que le lieu était idéal et qu'il ne souffrait pas entre autres de la loi des passeurs qui profitait de l'absence totale de l'État. La demande d'une présence policière de proximité, qui ne soit pas des Robocops armés mais des humains chargés de dire la loi commune est malheureusement toujours restée sans réponse.

La Jungle était terrible en termes d'accès à l'eau et aux sanitaires, d'exposition à certains risques et notamment celui d'incendie, mais toutes ces questions auraient pu être résolues par des actions urbaines simples qui auraient coûté beaucoup moins cher que les barbelés et les murs dressés ou la présence par centaines de CRS. Alors que les villes d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud Est, qui sont exposés au phénomène des bidonvilles depuis des décennies savent que le meilleur moyen pour en sortir consiste à les améliorer et non pas de les détruire pour ne pas défaire les économies et les rapports sociaux qui s'y sont mis en place, on voit que la France est loin d'avoir compris ces démarches, bien au contraire.

La Jungle n'est pas le dernier bidonville de France et d'Europe et cette dernière à peine détruite, les camps et les campements sont déjà en reformation partout sur le territoire. Peut-être l'État comprendra-t-il un jour que plutôt que de détruire, il vaut mieux construire, et que les constructions les plus pertinentes sont celles que définissent les intéressés eux-mêmes.

N°2

DÉ-MAN-TE-LER CA-LAIS

ENTRETIEN(S)
CYRILLE HANAPPE

TRACT